

POUR EN FINIR AVEC LA GRANDE DÉ-DÉMOCRATISATION EUROPÉENNE

PAR JÉRÔME VIDAL

Le 13 mai 2005 paraissait dans *Libération* un entretien avec Toni Negri intitulé « Oui, pour faire disparaître cette merde d'État-nation ». L'entretien fit grand bruit. Les partisans du oui au référendum sur le traité constitutionnel européen se réjouirent de cette prise de parole vigoureuse qui semblait apporter une caution anarchiste, « statophobe » et antinationaliste, au projet qui se proposait d'entériner et d'approfondir le caractère néolibéral et antidémocratique des institutions européennes. Du côté de la gauche (ou, plus exactement, du côté des différentes composantes de la gauche de gauche), la fureur suscitée par cette provocation acheva de réduire à rien la faible audience que conservait en France l'auteur d'*Empire* et *Multitude*. Negri devint pour longtemps au sein des gauches de gauche une sorte de punching-ball commode, une figure de détestation collective, qui permettait de communier dans la dénonciation de ses faiblesses théoriques et de ses errements politiques, sans avoir à se poser les questions qui fâchent, les questions qui divisent.

Il faut bien dire que, dans le contexte de l'époque, la rhétorique assez grossière de Negri dans cet entretien ne manquait pas d'efficacité, ce qui ne pouvait qu'accroître l'ire de ses contradicteurs : elle s'appuyait sur le sens commun que s'efforçait d'établir depuis des décennies la propagande convenue en faveur de la construction européenne (l'Europe comme contre-hégémonie dressée face à l'empire états-unien, l'Europe comme facteur de paix et rempart contre la folie destructrice des nations) en lui donnant un cachet non-conformiste et politiquement radical, comme s'il s'agissait avec l'Union européenne de travailler au dépérissement de l'État ! Les partisans du non apparaissaient dès lors comme de « vieux cons » de droite qui s'ignoraient, des « statolâtres » accrochés à la défense d'une institution intrinsèquement et exclusivement répressive et mortifère.

Où en sommes-nous aujourd'hui de ces débats ?

Le moins que l'on puisse dire est que la crise en cours – avec notamment la mise en coupe réglée de la Grèce – a profondément transformé l'atmosphère idéologique, alors même que le rouleau compresseur européen poursuit son œuvre. Il ne s'agit plus d'être pour ou contre « l'Europe », comme s'il s'agissait

d'une entité idéale, d'un simple possible plus ou moins désirable, mais de se prononcer sur l'Europe historique, sur l'Europe présente, sur les possibles qu'elle circonscrit, sur le sens et les effets concrets des institutions européennes réellement existantes : l'Union européenne, l'Union économique et monétaire, la Banque centrale européenne, l'euro... Et le constat, que nous sommes de plus en plus nombreux à partager, est accablant.

Reprenons les mots de Benjamin Coriat et Thomas Coutrot dans leur tribune « Crise européenne : un retour vers le futur est-il vraiment indispensable ? » : « Pour Todd et Lordon, et nous partageons ce diagnostic, la construction européenne se présente aujourd'hui comme un dispositif bureaucratique de confiscation de la souveraineté démocratique des peuples par des institutions supranationales dévouées avant tout au marché. À cet égard, tout était dit dans le remarquable et prémonitoire discours que Mendès-France prononça contre le traité de Rome à l'Assemblée nationale en 1957 sur "l'abdication de la démocratie" à laquelle menait inévitablement la méthode communautaire¹. [...] La construction européenne a donc réussi : les classes dominantes européennes constituent une oligarchie politico-financière politiquement unie derrière l'hégémonie allemande. Chaque élite nationale veut participer, à sa place dominante ou subordonnée, à la restauration des positions compétitives européennes dans la mondialisation. [...] [S]i des ruptures politiques sont dans l'avenir inévitables face à un néo-libéralisme radicalisé et politiquement insoutenable, ces ruptures, selon toute probabilité, s'opéreront bien d'abord au plan national. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, où de puissants mouvements citoyens ont commencé à émerger, sont les candidats immédiats, et l'éventail des possibles va s'élargir à mesure que la crise continuera à s'approfondir. Mais aucun des pays singuliers conduits à la rupture ne pourra par lui-même et en solitaire tracer sa voie hors de la crise. »

S'agissant plus spécifiquement de la crise actuelle, c'est « La sortie "sèche" de l'euro : une triple erreur stratégique » de Michel Husson qu'il nous faut citer : « Cette situation est inextricable puisque tous les outils qui permettraient de la gérer sont en quelque sorte anticonstitutionnels. La voie choisie par les institutions européennes et les gouvernements de

* Jérôme Vidal est directeur de publication et coordinateur éditorial de la *RdL*.



la zone a pu concéder quelques entorses aux préceptes eurolibéraux, mais elle s'est très vite orientée vers une thérapie de choc. Celle-ci est apparemment "absurde" ou "irrationnelle", voire "analphabète" (illiterate), puisque l'austérité budgétaire fabrique de la récession, du chômage et du déficit public. C'est sur ce point que porte la critique "keynésienne" qui est parfaitement fondée, mais qui passe à côté de la rationalité de cette politique qui vise un autre objectif : réduire le coût du travail, démanteler les systèmes de protection sociale et de négociation collective, et en dernière instance rétablir le taux de profit. Cette thérapie de choc fait évidemment des dégâts profonds et durables, même du point de vue du capital européen, car les entreprises européennes pâtissent de la récession, prennent du retard en termes d'investissement, etc. Il n'empêche que cette stratégie de passage en force, d'une grande violence sociale, est consciemment et délibérément adoptée par les institutions européennes et le capital financier qu'elles représentent : l'occasion donnée par la crise était trop belle. »

Ces formulations de Benjamin Coriat, Thomas Coutrot et Michel Husson sont susceptibles aujourd'hui, dans leur généralité, et considérées indépendamment de l'argumentation dans laquelle elles s'inscrivent, de susciter l'assentiment de beaucoup, bien au-delà des rangs des partisans du non de gauche de 2005, même si elles appellent précisions et discussions. Elles ne semblent d'ailleurs pas fondamentalement contradictoires avec les positions défendues par un Frédéric Lordon ou un Cédric Durand.

Restent les questions connexes de la sortie de l'euro et de la montée de l'extrême droite et des nationalismes en Europe. Les questions qui fâchent². Nous avons ici affaire à de véritables problèmes, qui appellent des élaborations complexes, mais aussi des décisions quant aux choix stratégiques qui s'offrent à nous.

Dans les mois qui viennent, la *RdL* entreprendra d'affronter ces problèmes à travers diverses contributions. Nous commençons en donnant la parole à Cédric Durand, qui a dirigé l'ouvrage collectif *En finir avec l'Europe*.

NOTES

1. Dans *En finir avec l'Europe* (Paris, La fabrique, 2013), Cédric Durand rappelle que Pierre Mendès-France, dans son discours du 18 janvier 1957, « pointe le risque de nivellement par le bas en matière sociale et fiscale et met en garde contre "l'abdication d'une démocratie" qui peut prendre la forme de la soumission "à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique" ». Pour une histoire réaliste de la construction européenne, en rupture avec le récit idéalisé qui en est habituellement proposé, on se reportera utilement à Perry Anderson, *Le Nouveau Vieux Monde. Sur le destin d'un auxiliaire de l'ordre américain* (trad. de C. Arnaud, Marseille, Agone, 2011), qui bat en brèche de façon convaincante l'idée que la construction européenne s'opposerait aux menées hégémoniques des États-Unis, qu'elle viserait à établir une contre-hégémonie, un contre-empire.

2. Pour commencer, on se fera une bonne idée des termes de ces débats en lisant outre les articles déjà mentionnés, « Le monde enchanté de la monnaie commune » de Pierre Khalifa qui répond à « Contre une austérité à perpétuité, une sortie de l'euro ? », un article de Frédéric Lordon publié dans *Le Monde diplomatique* d'août 2013.